

Nous remercions vivement nos dévoués collaborateurs de l'appui bienveillant qu'ils nous ont donné. Deux de nos meilleures plumes viennent de nous être enlevées par la mort : MM. A. Lusignan et Paul Dupuy. C'est une perte très sensible, non seulement pour nous, mais encore pour nos lecteurs.

De plus, M. Rémi Tremblay, le chroniqueur alerte et sarcastique, en prenant la rédaction de la *Patrie*, ne peut plus continuer à nous fournir des articles. Nous espérons, cependant, qu'il nous reviendra plus tard.

Il ne nous reste plus qu'à vous remercier de l'appui cordial que vous avez accordé à notre humble publication. Le nombre de nos lecteurs est nécessairement restreint. Nous avons attaqué de front certains préjugés fortement enracinés ; nous avons osé appeler certaines choses par leur nom, ce qui a scandalisé quelques bonnes âmes, qui, dans leur for intérieur, savent parfaitement que nous avons raison, mais : *il ne faut pas le dire!* Voilà les raisons principales du peu de circulation du CANADA-REVUE.

Une attaque inconsidérée d'un curé de campagne nous a causé dans le temps des dommages considérables, et il nous a fallu de grands efforts pour dissiper les préventions créées par le zèle intempestif de ce brave homme. Une action criminelle fut instituée, et vingt-trois citoyens, dont onze d'origine anglaise, ne connaissant pas un traître mot de français, et douze bons habitants dont huit *ne savaient pas lire*, ont gravement décidé que l'article dont nous nous plaignions n'était pas libelleux. C'était encore plus humiliant pour le juge Desnoyers, homme éclairé et impartial, qui, lui, avait décidé autrement, que pour nous. Une action civile, instituée à la même époque, est actuellement pendante, et sera inscrite en temps et lieu.

Le grand Tardivel nous a aussi lâché quelques coups de son pistolet. Seulement son arme a fait long feu.

Nous pouvons affirmer à nos lecteurs que les attaques plus ou moins personnelles, dirigées contre nous et notre publication, ne nous feront pas dévier.

A. FILIATREAU.

GOVERNEMENT RESPONSABLE

Après avoir vécu plus de cinquante ans sous un régime responsable, conquis au prix de sacrifices sans nombre, nous semblons avoir reculé dans notre marche et être revenus au point initial de notre existence politique.

Aujourd'hui plus que jamais cette question se pose à l'esprit de tout observateur désintéressé et patriote : "Sommes-nous capables de nous gouverner nous-mêmes ?"

L'indifférence, sincère ou affectée, que toute une fraction de notre population assume, sur les conseils de ses chefs, pour les questions constitutionnelles soulevées dans le conflit actuel entre la majorité de l'ancienne Chambre et le lieutenant-gouverneur, sont des preuves certaines de l'à-propos de la terrible interrogation que nous posions tout à l'heure.

Quelques amis, arrivés dernièrement de la campagne, nous ont un peu consolé de la tristesse que nous causait l'attitude des politiciens qui nous environnent. Là-bas, au moins, nous n'avons pas encore à déplorer les compromis et les concessions que les nécessités sociales imposent chaque jour dans nos milieux en affaiblissant les caractères. A la première nouvelle de l'acte autoritaire du lieutenant-gouverneur, dans bien des cabanes on s'est demandé avec anxiété : "Allons-nous avoir encore à décrocher le mousquet ?"

C'est que, pour ces âmes simples dans lesquelles ne s'est pas encore infiltrée la plaie des capitulations de conscience, le premier mouvement, lorsqu'un homme se voit dérober un bien précieux, est de se mettre en garde et de défendre ce qui lui appartient.

Tous ces vieux-là ont fait le coup de feu autrefois pour obtenir que le gouvernement qui régit leurs intérêts, qui a le droit de les taxer et de leur imposer des devoirs, fût responsable au peuple qui paye ces taxes et accomplit ces devoirs ; malheureusement, il n'en est pas de même autour de nous.

Toute la jeunesse que nous rencontrons, avec laquelle nous discutons, à qui nous voulons faire toucher du doigt l'importance de la question qui se discute actuellement, que nous voulons rappeler un peu à la conscience du péril national qui nous menace, nous semble absolument incapable de comprendre ce que nous voulons dire.

Parlez de constitution, de gouvernement responsable, de droits de la majorité à nos jeunes gens des professions libérales, qui sont considérés comme l'élite future de notre société, et vous leur verrez ouvrir la bouche dans des dimensions exorbitantes et s'écrier : "La constitution, qué-que-c'est-qu'ça ?"

Ce n'est pas ignorance, sûrement. Tout ce monde-là réussit fort bien dans ses affaires, fait de bons avocats, de bons médecins, de bons notaires, comment se fait-il que l'on n'arrive pas à en faire de bons citoyens ?

Ce sont de mauvais citoyens tous ceux qui ne font pas le sacrifice de quelques heures de travail, de quelques satisfactions personnelles et sociales pour conserver à leurs successeurs les avantages que nos pères leur ont procurés au prix de leur sang.

Nous savons qu'il est beaucoup plus simple de laisser faire, de se laisser tondre avec calme, de con-